

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Turc ou maure, nul autre régime ne peut mettre en sûreté les précieuses conquêtes de la révolution démocratique et sociale.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Si nous n'acceptons pas ce moyen, la réaction nous déborde, l'esprit humain fait un pas en arrière.

LE CONSUL.

Mais ce moyen est odieux.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Ce qui serait odieux, c'est que la révolution fût livrée pieds et poings liés aux Cosaques de l'extérieur et de l'intérieur.

Le ministre des affaires étrangères.

Tes gardes nationaux mobiles, tu ne les appelles pas des Cosaques !

Le ministre de l'instruction publique.

Non ; je n'ai pas l'habitude de blasphémer.

LE CONSUL.

Citoyen ministre de l'intérieur, tes services démocratiques t'ont naturalisé, et tu es devenu l'un de nos plus chers concitoyens ; mais tu n'es pas né parmi nous, et ce n'est pas t'injurier de dire que tu ne connais pas complètement nos mœurs. Ce que tu proposes, c'est tout simplement une guerre civile ajoutée à celle que nous subissons déjà. Ce n'est plus un certain nombre de provinces insurgées que le gouvernement central devra contenir, ce sera le pays tout entier. La garde nationale mobile, en supposant qu'elle ne se débande point, que ses chefs ne trahissent point, sera écharpée en quelques jours.

Le Vengeur.

Tu l'abusés. Le pays est mûr pour toutes les dominations, pour celle-là comme pour une autre. Il serait facile de nous renverser, il nous est facile de nous maintenir. Terrifions seulement nos ennemis et rassurons nos complices. Maintenant que voici les parts faites, ceux qui sont pourvus ne demandent qu'à conserver. Ils accepteraient tout maître qu'ils croiront décidé à reconnaître les faits accomplis, dût-il nous envoyer à la guillotine, nous, leurs libérateurs ; mais, s'ils nous voient forts, ils auront toujours plus de confiance en nous. Prévenons le péril ; n'attendons pas un succès signalé de nos ennemis, n'attendons pas l'approche d'une armée étrangère. Soyons terribles, c'est notre salut, c'est notre devoir. Avec nous la liberté tombe. Serrons d'une main plus ferme ce pouvoir qu'on nous ravirait trop aisément, et qui est le dernier boulevard de la liberté. En même temps, pour assurer à la fois toutes nos conquêtes, écrasons les restes trop remuans de l'esprit individuel. Exigeons de tous, des socialistes eux-mêmes, cet esprit de dévouement, de sacrifice, d'abnégation absolue devant l'état, sans lequel nous ne serons ni égaux, ni frères, ni libres. Nous avons changé beaucoup de choses ; il nous en reste à changer une encore, c'est la nature humaine. Ce peuple-ci n'a pas le sentiment de la communauté, aucun peuple ne l'a eu. On ne l'a vu que dans les congrégations chrétiennes. Ce que la superstition a fait, la raison, la vérité, le peuvent faire ; la crainte aussi le peut à défaut de mobiles meilleurs. La superstition est une crainte. Si on nous aime moins qu'on n'a aimé Dieu, on ne craindra pas moins nos baïonnettes qu'on n'a craint l'enfer. Donc, par force ou par amour, nous inculquerons au peuple le sentiment de la communauté. Nous avons mis le

pied sur l'espèce humaine, ne le levons pas qu'elle n'ait pris le pli. Au nom de la patrie, au nom du socialisme, au nom de notre propre intérêt et du sien même, j'invite de la façon la plus pressante le consul à prendre en considération les deux projets dont nous venons de nous occuper : celui du ministre de la justice sur la libération des malheureux condamnés, et celui du ministre de l'intérieur sur l'organisation d'une force mobile destinée à assurer le travail et la paix dans les campagnes. Les deux projets se tiennent par un lien visible, et que, pour mon compte, je ne veux pas cacher. Je suis pour la réhabilitation éclatante des victimes de la justice humaine ; cette réhabilitation leur est due. Les révolutions ne se font pas pour les heureux. Non seulement il faut délivrer les prisonniers, les galériens, les voleurs, mais il faut leur témoigner une grande et loyale confiance ; il faut leur donner des armes en même temps que des droits. Bien dirigés, ces hommes constitueront la force révolutionnaire la plus redoutable, la plus invincible et la plus fidèle. Avec eux, nous commanderons les campagnes, nous y ferons pousser du blé et des soldats, et nous serons en mesure de tenir tête aux réactions et aux invasions. Autrement, attendons-nous à périr. (Il se lève.) Si quelqu'un ici veut périr, périr avec la révolution, périr sans se défendre, ce n'est pas moi ?

tous, excepté le consul et le ministre des affaires étrangères.

Ni moi ! ni moi ! Vive la république sociale !

Le ministre des affaires étrangères.

Voilà la question de cabinet posée.

Le Vengeur.

J'ai dit mon avis, je ne suis plus nécessaire au consul, (Il sort. Les ministres le suivent, à l'exception du ministre des affaires étrangères.)

X.

Le ministre des affaires étrangères.

Nous serons fusillés aujourd'hui ou demain, mais je ne suis pas d'humeur à donner ma vie gratis. Je prends mes pistolets. (Il les regarde.) Je les ai pris dans l'appartement du prince royal, lorsque nous venions de chasser le roi. J'étais loin de prévoir le premier usage, et le dernier probablement, que j'en ferais.... Une certaine justice ne laisse pas de se manifester au milieu de ce chaos où nous avons précipité le monde. Comme elle m'atteint, elle atteindra aussi le Vengeur. (Au consul.) Tu avais sous ta main de si bonnes armes, et tu n'as pas brûlé la cervelle à ce galérien ! (Le consul ne répond pas.) Il n'entend point ; il est sourd d'épouvante.) Pauvre sot, ambitieux et poltron, qui a marché vers le pouvoir suprême sans jamais perdre de vue la potence ! Le voilà parvenu au terme de sa course. Il voudrait bien être encore à griffonner ses procédures sous la surveillance du tyran ! Je gage qu'il ne saura pas même mourir, et qu'il finira par tomber dans un égout en fuyant le supplice. (Il le secoue.) A quoi te résous-tu ?

LE CONSUL.

On ne pourra jamais prouver que j'ai violé la constitution !

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Là ! n'en étais-je pas sûr ? Eh mon ami, ne t'occupe pas de plaider. Nous ne serons pas jugés par des docteurs en droit. Oublie ta science, souviens-toi que tu es consul et que tu portes une épée.